

## Congrès national des Jeunes Agriculteurs avec la présence de deux ministres, de la présidente de Région et 600 congressistes

Organisé par les JA 32, ce congrès dévoilera son rapport d'orientation pour les années à venir



Congrès national des Jeunes Agriculteurs avec la présence de deux ministres, de la présidente de Région et 600 congressistes

D'ores et déjà le succès est assuré avec la venue de deux ministres, Annie Genevard, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Agnès Pannier-Rumacher, ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, Carole Delga, présidente de la région Occitanie, mais aussi de nombreuses autres personnalités et de 600 congressistes venant de France et de l'Outre-mer. Un congrès national des Jeunes agriculteurs qui ne devrait pas passer inaperçu lequel se tiendra du **3 au 5 juin dans la salle du Mouzon à Auch**.

C'est l'occasion pour Guillaume Fauqué, président des JA 32, « de mettre en avant l'agriculture géroise traversée par diverses crises qui ont touchées les filières les unes après les autres. Le mieux pour en parler c'est d'accueillir les instances nationales ».

Un congrès où il s'agira lors du rapport d'orientation de « remettre l'agriculteur au cœur des structures coopératives et mutualistes », pour cela les divers axes proposés seront dédiés aux jeunes. Parmi les moments forts attendus du congrès, une table ronde publique sur la planification agricole et la souveraineté alimentaire, prévue en clôture, le jeudi 5 juin. Elle réunira, entre autres, Agnès Pannier-Runacher, Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, Isabelle Desclozeaux, directrice des projets alimentaire et territoire Sodexo, Philippe Dupouy, président du Conseil départemental du Gers et Yves Madre, président du think tank Farm Europe.

Il sera évidemment aussi question de la loi Duplomb « où nous n'avons pas eu de débat démocratique sans pour cela regretter la motion de rejet, la faute aux partis LFI et écologistes avec leurs 3 500 amendements. Nous sommes en situation d'urgence, cette motion de rejet permettra de la faire avancer », estime Guillaume Fauqué, président des JA 32.



P1880310.JPG